

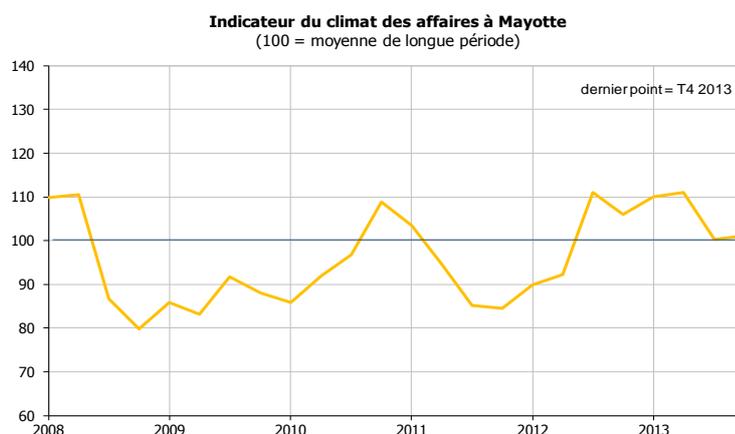
Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Stabilisation du climat des affaires malgré des incertitudes persistantes

Après avoir fortement diminué au trimestre précédent, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente très légèrement (+0,9 point) au quatrième trimestre 2013 et se stabilise autour de sa moyenne de longue période. Les réalisations du quatrième trimestre ont pesé favorablement sur l'opinion des chefs d'entreprise. En revanche, les incertitudes liées à la mise en place de la fiscalité de droit commun et à l'accession au statut européen de Région ultrapériphérique (RUP) continuent d'orienter défavorablement leurs opinions futures. Ainsi, les entreprises adoptent un comportement prudent et maintiennent des anticipations défavorables pour le premier trimestre 2014.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Toutefois, malgré les incertitudes, l'accès aux fonds européens au 1^{er} janvier 2014 est porteur d'espoir et cette perspective engage certaines entreprises à investir pour s'y préparer. Ainsi, mis à part dans le secteur du commerce, les prévisions d'investissement rebondissent.

Les prix repartent légèrement à la hausse, tout comme le nombre de demandeurs d'emploi dont la progression est néanmoins atténuée par le nombre important de sorties du fichier de Pôle emploi.

Les chefs d'entreprise font globalement état d'une activité stable et bien orientée. Le commerce poursuit son amélioration malgré un volume d'affaires toujours faible. Après une forte augmentation au troisième trimestre, le courant d'affaires du secteur des services marchands enregistre une diminution sensible. En raison des incertitudes existantes, les chefs d'entreprise se montrent pessimistes quant à l'évolution de leur activité au cours des premiers mois de 2014.

ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

La croissance de l'économie **sud africaine** accélère au quatrième trimestre, après un troisième trimestre dont l'activité a été limitée par des grèves dans la filière automobile. Le Produit intérieur brut (PIB) progresse ainsi de 3,8 % (CVS) contre +0,7 % au trimestre précédent. Les industries manufacturière et minière contribuent fortement à cette progression.

Aux **Seychelles**, la bonne orientation de l'activité touristique se poursuit au quatrième trimestre 2013, avec une hausse de 5,9 % du nombre de touristes en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, l'archipel en a accueilli un peu plus de 230 000, en augmentation de 10,7 % par rapport à 2012. Les exportations de produits de la pêche augmentent elles aussi fortement (+18,9 %).

À **Madagascar**, l'activité économique est restée atone au quatrième trimestre 2013 dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle. Le nombre de créations d'entreprise a chuté et les immatriculations de véhicules s'inscrivent également en retrait. Néanmoins, l'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé est bien orienté. Par ailleurs, la fréquentation touristique continue de baisser en raison du contexte d'insécurité.

Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé diminue de 0,2 % à fin décembre 2013 par rapport à fin septembre 2013, après une baisse de 1,1 % le trimestre précédent.

À **Maurice**, le PIB progresse de 1,1 % (CVS) au troisième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. La consommation finale continue de jouer un rôle important dans la croissance mauricienne avec des dépenses de consommation en hausse 2,2 %. L'investissement poursuit en revanche sa baisse, bien qu'à un rythme moins marqué qu'auparavant (-0,6 % en glissement annuel).

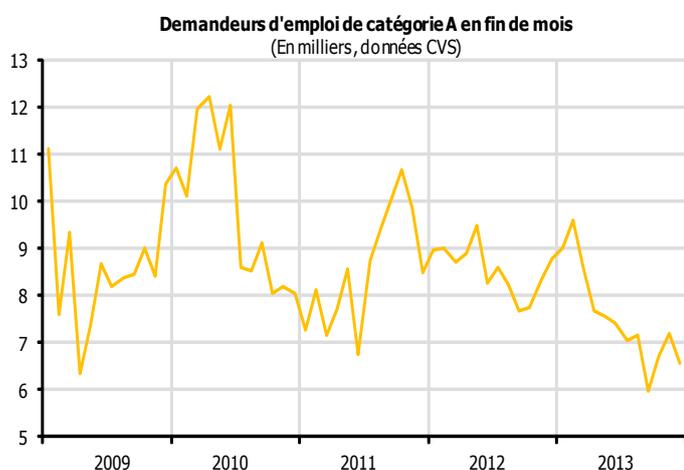
Hausse contenue des prix à la consommation

Au mois de décembre 2013, l'Indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une légère augmentation (+0,3 %). Les prix des services aux ménages s'accroissent de 0,9 % alors que ceux des produits alimentaires diminuent de 0,2 %. Les prix des produits manufacturés et de l'énergie sont stables.

Sur un an, l'IPC progresse modérément (+0,3 % contre +0,2 % au mois de novembre). Les prix des produits alimentaires (+1,8 %) et des services aux ménages (+1,2 %) sont en hausse alors que ceux des produits manufacturés (-1,5 %) et de l'énergie (-1,2 %) s'inscrivent en baisse.



La demande d'emploi en légère hausse



Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) augmente au dernier trimestre (+ 9,4 %, données CVS) et s'établit à 6 551 personnes à fin décembre 2013. Cette évolution est néanmoins atténuée par la sortie de certains demandeurs d'emploi du fichier de Pôle emploi expliquée par la non actualisation de leur dossier.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) enregistre une diminution importante (-25,5 %, CVS).

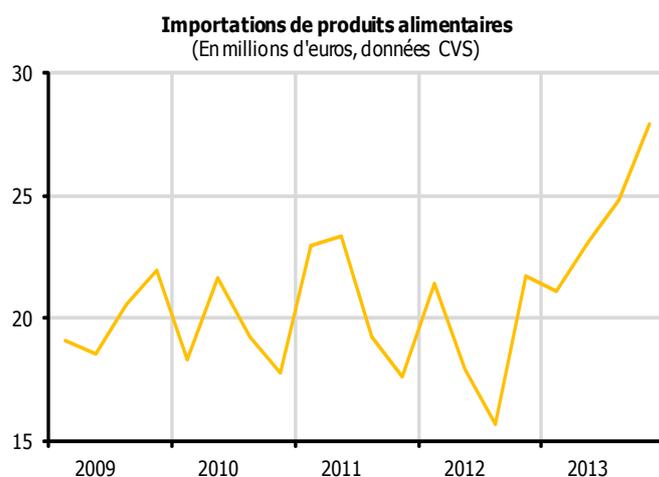
Légère amélioration de la consommation des ménages

Bien qu'encore à un niveau faible, la consommation des ménages continue de progresser. Ainsi, les importations de produits alimentaires enregistrent une hausse de 12,4 % (CVS) tout comme celles de biens d'équipement ménager (+14,7 % CVS). Le marché de l'automobile, bien orienté tout au long de l'année 2013, progresse également : +7,2 % (CVS) d'immatriculations de véhicules neufs au quatrième trimestre. Enfin, l'encours bancaire des crédits à la consommation augmente très légèrement de 0,3 % (après +2,2 % au troisième trimestre et +2,4 % au deuxième).

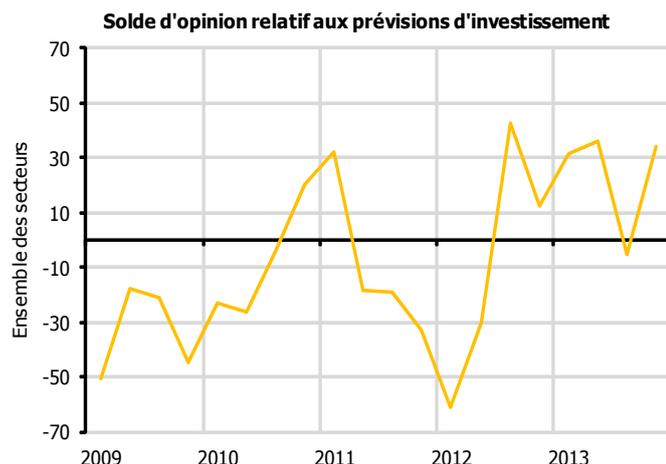
Seules les importations de produits textiles (-4,4 %, CVS) poursuivent la tendance baissière déjà observée au trimestre précédent.

Cette légère amélioration reste à confirmer lors des prochains trimestres. Les chefs d'entreprise du commerce font en effet état d'un niveau d'activité faible et maintiennent des prévisions pessimistes pour le trimestre suivant.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages, après s'être dégradés au trimestre précédent, s'améliorent légèrement au dernier trimestre. Les retraits de cartes bancaires diminuent de 0,5 % et le nombre de personnes physiques interdites bancaires de 2,7 %.



Nette reprise des investissements



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Après le repli sensible observé au troisième trimestre, les intentions d'investir des chefs d'entreprise sont bien orientées pour les prochains mois.

Cette opinion est corroborée par l'évolution des importations de biens d'équipement professionnel qui augmentent de 48,0 % (CVS).

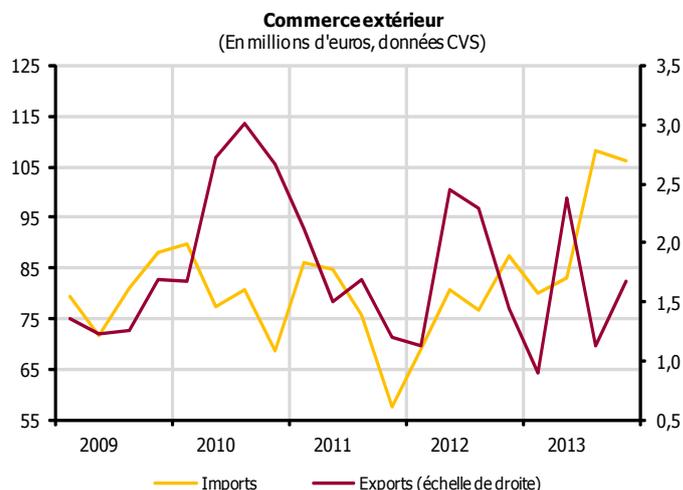
Contrairement au comportement attentiste adopté au trimestre passé, les entreprises font le choix de se préparer pour répondre aux exigences et défis de l'année 2014.

L'encours bancaire des crédits à l'habitat des entreprises augmente de 12,6 % et celui des crédits d'investissement de 5,5 %.

Légère baisse des importations

Après une forte hausse au troisième trimestre, les importations ralentissent et enregistrent une baisse de 1,8 % (données CVS) sur le trimestre, mais augmentent tout de même de 21,6 % en glissement annuel.

Les exportations, dont l'évolution reste irrégulière, bénéficient d'une hausse de 48,2 % (+16,1 % en glissement annuel) après une chute au trimestre précédent.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UNE ACTIVITÉ STABLE

Les entreprises font état d'une activité économique stable sur le territoire mahorais au quatrième trimestre. L'activité a donc été meilleure que prévue puisque, lors de la dernière enquête, les anticipations étaient défavorables. Pour autant, les incertitudes continuent de peser sur l'opinion des chefs d'entreprise.

Dans **le secteur aquacole**, la situation s'est détériorée de manière importante et les exportations de poissons sont devenues nulles ce trimestre, faute de poissons de taille commercialisable. L'offre est figée du fait des délais administratifs nécessaires au lancement d'un projet de développement de la filière. La **production d'ylang-ylang** est également nulle, pour le quatrième trimestre consécutif, tout comme les importations d'espèces avicoles.

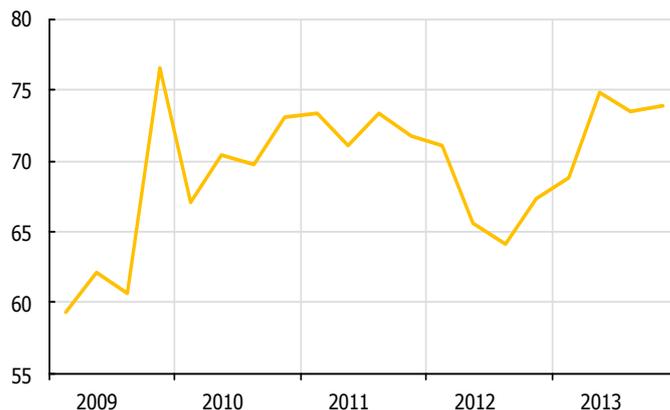
Dans **le secteur du BTP**, les chefs d'entreprise rapportent un niveau d'activité plutôt stable au quatrième trimestre, bien que les importations de ciment augmentent de 4,2 % (CVS). En revanche, les prévisions en terme d'activité pour le premier trimestre 2014 sont globalement plus défavorables, toujours alimentées par les incertitudes relatives aux modalités futures de financement de la commande publique.

L'activité des entreprises du **commerce** se dégrade moins fortement que le trimestre précédent, avec un nombre d'opinions négatives qui pèse de moins en moins sur le solde. De même, les niveaux de trésorerie et d'effectifs s'améliorent. En revanche, les intentions d'investir se dégradent et les prévisions d'activité pour le prochain trimestre sont défavorables.

Dans le secteur des **services marchands**, et après quatre trimestres favorablement orientés, l'activité s'inscrit en nette diminution en fin d'année. Par ailleurs, les soldes de gestion se sont dégradés. En revanche, les effectifs ont progressé et les entreprises prévoient d'investir dans les prochains mois. Les anticipations d'activité des chefs d'entreprise du secteur pour le premier trimestre 2014 sont également mal orientées.

Le nombre de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi enregistre une légère hausse ce trimestre (+0,6 %, CVS) et le nombre de vols augmente de 21,1 % (CVS). La reprise du trafic aérien en 2013 par rapport à 2012 ne se traduit cependant pas par un dynamisme de **l'activité touristique**, qui reste peu développée à Mayotte.

Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accroître légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le Produit intérieur brut (PIB) américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1,0 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1952-9619